

1<sup>er</sup> mai 2010



## **Discours de Claude ROLIN, Secrétaire général CSC à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai – Ciney 1<sup>er</sup> mai 2010**

---

Chères amies, chers amis,

Le premier mai, c'est la fête du monde du travail, c'est la fête de la solidarité. Solidarité entre les travailleurs et les travailleuses, qu'ils aient ou non un emploi, solidarité entre le Nord et le Sud de la planète, solidarité entre les différentes régions d'Europe, solidarité dans ce petit pays avec ses frontières internes.

Notre monde se globalise, nous voulons construire un demain où les uns et les autres vivront en harmonie, où l'économie sera au service des hommes et où le développement durable sera bien plus qu'un concept. Le ciment, la base de ce demain est la solidarité.

Et pourtant, ici et là bas, les travailleurs ne sont pas respectés, ici et là-bas notre combat doit être de sans cesse taper sur le clou pour imposer le travail décent et une transition vers cette économie durable. Une transition qui soit juste socialement, juste pour les travailleurs du Sud, juste pour les travailleurs d'ici, personne ne pourra être laissé sur le bord du chemin.

La solidarité est notre force, c'est grâce à elle que nous avons une chance de rappeler à la raison ceux qui ne tirent toujours pas les leçons de la crise qui nous touche. Nous le savons, nous n'en sortirons qu'à condition d'en tirer les leçons, nous n'en sortirons qu'à la condition de remettre en cause notre modèle de croissance car chaque citoyen du monde a droit à une vie décente, a droit à un travail décent.

Plus près de nous, ce qui se passe en Grèce est révélateur du manque flagrant d'une véritable gouvernance économique européenne. Les places boursières parient sur l'incapacité des Etats à rembourser leur dette ! Aujourd'hui, c'est la Grèce, et demain ? le Portugal ? l'Espagne et après ? Il faut d'urgence imposer des règles fortes aux prédateurs de la finance, au niveau européen comme au niveau international. Par exemple, dans le cadre de la lutte contre les paradis fiscaux et par l'instauration rapide d'une taxe sur les flux financiers spéculatifs. Nous devons enfoncer le clou !

Au delà de la régulation du système financier, l'Union Européenne doit tout mettre en œuvre pour construire le développement durable. L'économie de demain ne doit pas ressembler à celle d'aujourd'hui. L'avenir doit être à l'économie bas carbone, à l'économie verte. Avec sa prochaine présidence européenne, la Belgique devra être à la hauteur des responsabilités qui l'attendent. Nous enfoncerons le clou pour que la crise politique actuelle fasse le moins d'ombre possible à des enjeux vitaux qui concernent tous les travailleurs et toutes les travailleuses d'Europe : le développement d'emplois décents, l'anticipation des restructurations et des mutations de l'économie, l'environnement ...

L'Europe est face à une responsabilité historique. Sa construction ne peut se limiter à la construction d'un espace de libre échange. Elle ne relèvera les défis de l'avenir qu'à la condition de mettre rapidement en place un véritable plan de relance soutenu par un véritable budget européen

Nous partageons l'ambition de la stratégie UE 2020, nous voulons être les acteurs de la construction d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Mais, nous ne sommes pas prêts à avaler les couleuvres de la dérégulation et de la flexicurité. UE 2020 et également sa traduction dans les politiques fédérales et régionales n'aura un sens qu'à la condition de préserver l'équilibre entre économique, social et environnemental. Avec la CES, nous allons continuer à enfoncer le clou.

Chères amies, chers amis,

Les petits calculs électoraux de certains ne doivent pas mettre en péril le traitement d'enjeux belges aussi fondamentaux que la prolongation des mesures de crise, l'avenir des pensions, le prochain accord interprofessionnel, l'harmonisation des statuts ouvrier-employé mais aussi l'avenir des travailleurs d'Opel, de Carrefour et de bien d'autres entreprises. Avec le MOC et la Mutualité Chrétienne, nous avons lancé un appel à la raison, chacun, homme politique comme citoyen, doit prendre ses responsabilités. Continuer à creuser le fossé qui existe entre le monde politique et les gens n'est bénéfique à personne, à part aux leaders populistes et à l'extrême droite. Le 13 ou le 20 juin, nous irons voter mais avec un message clair : nous élisons des responsables politiques pour qu'ils représentent tous les citoyens, pour qu'ils prennent des mesures qui améliorent leurs conditions de vie, et surtout, pour qu'ils mettent tout en œuvre pour faire fonctionner la démocratie comme il se doit.

Ils doivent tous savoir que nous allons continuer à taper sur le clou de la solidarité. La sécurité sociale ne leur appartient pas, elle doit être renforcée et surtout garder son caractère fédéral et solidaire. Quant au dossier des pensions, il restera au cœur de nos priorités. Assurer l'avenir des pensions, c'est développer le premier pilier, seul pilier réellement sûr et solidaire.

Indépendamment de la situation politique, l'agenda social est chargé. En septembre, nous entamerons l'adaptation des allocations sociales au bien-être et ensuite, la négociation d'un accord interprofessionnel. Conscients des enjeux, nous sommes prêts à prendre nos responsabilités. C'est le 29 juin que notre Conseil général fixera les balises pour la négociation mais il est clair que cet accord devra être un accord pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat et pour la solidarité. Il n'est donc pas question d'imaginer de toucher à l'indexation automatique. Ce que nous voulons, c'est plus d'emplois, ce que nous voulons c'est mieux d'emploi. Ici également, nous continuerons à enfoncer le clou.

Chers amis, chères amies,

La solidarité est notre meilleur atout pour faire entendre et respecter la voix des travailleurs et travailleuses. La solidarité est une richesse, chaque jour nous devons enfoncer le clou pour la préserver, la développer et la renforcer. Notre vision de la solidarité n'est pas celle de la bienfaisance, de l'assistance des riches envers les plus pauvres. Notre solidarité à nous est celle qui se base sur des droits, notamment le droit à un travail décent, à un environnement sain et à une sécurité sociale forte. Une solidarité à laquelle chacun contribue et tire profit. Cette solidarité là est une action, ses acquis ne sont pas des privilèges obtenus une fois pour toutes, nous devons sans cesse les défendre, les renouveler et en conquérir de nouveaux. Cette solidarité là n'a pas de frontières, à quelle échelle que ce soit. A nous d'œuvrer, ensemble, travailleurs et travailleuses, allocataires sociaux de tous les coins du monde pour une société plus juste, plus solidaire et plus durable.

-----